ANNEXE à l'acte d'engagement

CONSIDERATIONS SOCIALES ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI

L'entreprise ou le groupement d'entreprises……

Représenté(e) par ……,

En sa qualité de……,

DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

S'ENGAGE, si elle est déclarée attributaire d'un lot comportant une considération sociale, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché, a minima le nombre d'heures d'insertion indiqué dans le CCAP, à des personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi dont l'éligibilité de la candidature a été vérifiée par dispositif d'accompagnement des clauses sociales identifié dans le CCAP.

- A prendre contact avec le dispositif d'accompagnement afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion ;

- A informer le dispositif d'accompagnement, avant le démarrage de la prestation, de la sous ou co-traitance envisagée et des modalités prises afin d'organiser la répartition des heures entre les entreprises sous ou co-traitantes pour respecter les engagements d'insertion ;

- À communiquer le nom du ou des tuteur(s) ou tutrice(s) qui recevront le, la ou les candidat(e)(s) en insertion et les actions engagées pour faciliter leur intégration dans l'entreprise ;

- À fournir toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

DESIGNE, en qualité d'interlocuteur responsable de l'action d'insertion dans l'entreprise, pour la communication des contrats et des heures de travail (ou tout autre document propre à justifier l'action d'insertion) :

Nom/Prénom : .....

Fonction : .....

Coordonnées :.....

DESIGNE, en qualité du tuteur(rice) de la personne reçue dans le cadre de l'insertion, dans l'entreprise :

Nom/Prénom : .....

Fonction : .....

Coordonnées :.....

A ……, le ……/……/……,

L'entreprise,

(Signature et cachet de l'entreprise)